

N°1

BRUNO BELIN
SÉNATEUR DE LA VIENNE



COMPTE-RENDU ANNUEL DE MANDAT

Septembre 2020 - Septembre 2021



SOMMAIRE



3. Edito

5. Au Sénat

7. Commission Aménagement du Territoire et du Développement Durable

9. Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

11. Groupes Interparlementaires d'amitié

12. Groupes d'Etudes

13. Temps Forts Législatifs

19. Questions

20. Questions Ecrites

25. Questions Orales

25. Questions d'Actualité au Gouvernement

26. Une équipe à vos côtés

27. Dans la Vienne



Edito



Cela fait désormais un an qu'avec mon collègue Yves BOULOUX, j'ai l'honneur de représenter la voix des collectivités de la Vienne au Sénat.

C'est la raison pour laquelle je tiens à vous adresser le bilan de mon action depuis notre élection.

Je le ferai chaque année.

Dès mon élection au Sénat, j'ai intégré la Commission de l'Aménagement du Territoire et du Développement Durable, l'une des sept commissions permanentes de la Haute-Assemblée. Membre du bureau de cette commission, dont je suis secrétaire, les sujets débattus chaque semaine sont essentiels, car les enjeux d'aménagement du territoire sont prégnants aussi bien sur les questions de désertification rurale, de couverture en téléphonie ou de déplacements pour ne citer que quelques exemples.

Je participe également aux travaux de la Délégation aux droits des Femmes et à l'égalité des chances entre les Hommes et les Femmes. Si ce sujet progresse, il reste encore énormément à faire. Cette année, avec l'ensemble de mes collègues, nous avons décidé d'étudier la situation des femmes dans les territoires ruraux en réalisant un rapport s'intitulant « Femmes et Ruralité ». Ce sujet me tient particulièrement à cœur, en tant qu'élue et professionnel de santé en milieu rural.

Depuis 12 mois, j'ai d'autre part intégré plusieurs groupes d'études thématiques :

- Aviation Civile (Vice-Président du Groupe), sujet pour lequel je suis constamment mobilisé.

- Pratiques Sportives et Grands Evenements Sportifs (Secrétaire du Groupe).

- Chasse et Pêche, deux loisirs que je ne pratique pas mais dont je sais l'importance dans l'équilibre de nos territoires.

Mais aussi le Groupe d'études Cancer, Ruralité, Agriculture et Alimentation, Anciens Combattants, et Arctique, Antarctique et Terres australes.

Le calendrier parlementaire a été chargé : après le projet de loi portant sur la lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, nous avons examiné le projet de loi 3DS (Différenciation, Décentralisation, Déconcentration et Simplification de l'action publique), tant attendu par les élus locaux. **L'occasion de rappeler une nouvelle fois au Gouvernement l'importance de redonner la main aux collectivités territoriales.**

Laissons les Maires et les conseillers municipaux prendre les décisions pour leur commune !

Présent sur le terrain, je tiens à échanger avec tous les élus, toujours à leur écoute et en soutien. J'ai profondément à cœur de tenir ce rôle de représentation de la voix de nos territoires, en étant un facilitateur dans l'exercice de leur mandat et en les accompagnant dans leur quotidien.

Toujours avec la Vienne à cœur !
Imutchi

Mais encore ...



En réunion avec les adjoints de Monts-sur-Guesnes



A l'officine

Comme vous le savez, j'ai tenu à conserver de nombreux engagements même si mon activité au Sénat mobilise un temps très important.

Ainsi, je reste engagé dans la commune de 916 habitants, où je suis élu depuis 1995 et au Conseil Départemental où je siége depuis 2001, car ces deux mandats sont essentiels pour rester en lien avec les réalités et les défis de nos communes. Je souhaite connaître et partager ce que les élus vivent sur le territoire.

Etre utile pour vous représenter, c'est d'abord savoir au quotidien ce que vous vivez !

D'autre part, je continue mon exercice professionnel. Il était inconcevable de ne plus être au service de la santé des personnes qui me font confiance depuis plus de 30 ans au moment où nous connaissons la plus grave crise sanitaire depuis un siècle !

J'assume ainsi toutes mes gardes et une présence la plus importante possible à l'officine où j'ai réalisé plus d'une centaine de demi-journées de vaccinations ces six derniers mois.



Cérémonie à Monts-sur-Guesnes

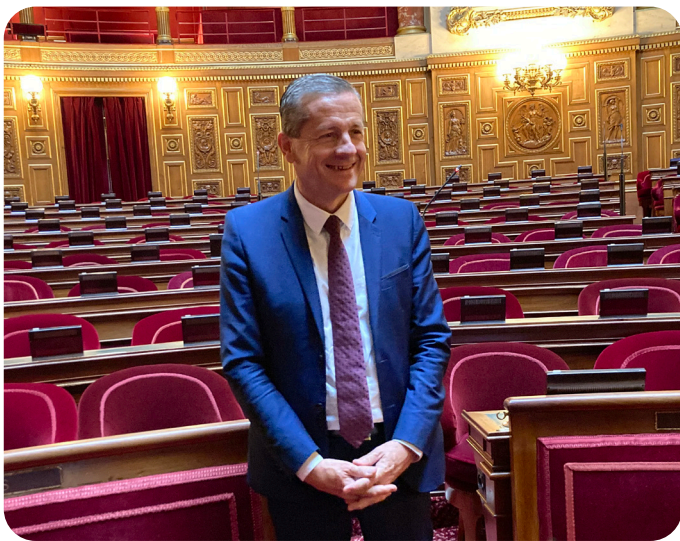


Plus d'un millier de vaccinations à la pharmacie en 5 mois



Au Conseil Départemental

■ Au Sénat



Premier jour au Sénat - 29 septembre 2020



Vote du PLF2021 avec les Sénatrices Corinne IMBERT, Pascale GRUNY, Sylviane NOEL et Anne VENTALON - 12 décembre 2020



Enregistrement «Public Sénat» avec ma soeur, la Sénatrice Corinne IMBERT - 1^{er} octobre 2020



En visioconférence, dans le bureau - 27 avril 2021



Enregistrement de «Sénat Stream» - 25 novembre 2020



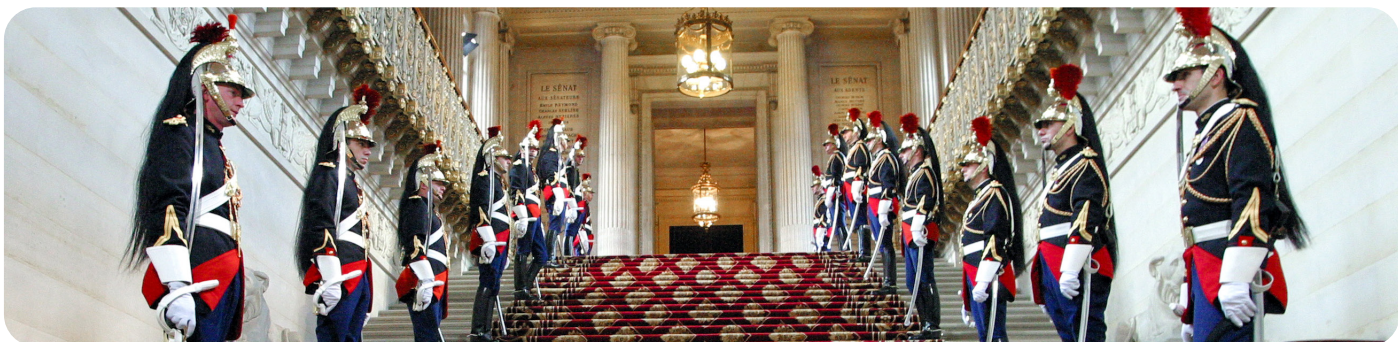
Audition d'Antoine BOUVIER, Directeur de la stratégie et des affaires publiques du groupe Airbus - 5 mai 2021



Hommage au Président Valérie GISCARD D'ESTAING - 3 décembre 2020



Le Sénat, façade sud



L'escalier d'honneur avec la Garde Républicaine au Sénat

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Secrétaire de la commission

Le champ de compétence de la commission recouvre principalement : l'aménagement et le développement du territoire, la transition écologique, le changement climatique, les questions d'environnement et de prévention des risques, la mobilité, les infrastructures et les transports.



Intervention en tant que rapporteur du Projet de Loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire - 27 octobre 2020

■ RAPPORTEUR POUR AVIS



Lors de l'examen du Projet de Loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire, la Commission de l'Aménagement du Territoire et du Développement Durable a été saisie pour avis. De ce fait, j'ai été désigné rapporteur, par mes collègues, sur ce texte.

L'enjeu du Projet de Loi était donc la préservation de la souveraineté alimentaire et énergétique française ainsi que la sauvegarde des 46 000 emplois que représente la filière betteravière-sucre en prévoyant la possibilité d'accorder des dérogations d'usage des néonicotinoïdes jusqu'au 1er juillet 2023.

Le 27 octobre, à l'occasion de la discussion du projet de loi, j'ai rappelé la fragilité de la filière agricole. Afin de coopérer avec les tenants d'un secteur vital, j'ai suggéré qu'une partie de la taxe sur les pesticides viennent aider les producteurs les plus vertueux.

«Les agriculteurs sont les premiers à prendre soin de la terre. Il n'y a pas d'aménagement du territoire sans ruralité, donc sans agriculture.»



Audition de Roger Genet, Directeur Général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail - 14 octobre 2020

J'ai également souligné le fait que, si les pesticides ont une part de responsabilité dans la crise agricole, c'est surtout la libéralisation du marché, notamment la suppression des quotas en octobre 2017, qui a permis de produire et d'exporter sans limite. Cela a nettement affecté la filière française.

«Il n'y aura pas donc de solution satisfaisante s'il n'y a pas de nouvelles perspectives pour la filière.»

J'ai par conséquent insisté sur le rôle fondamental de la recherche, indispensable pour pallier la fragilité de la filière. Elle doit être au service du développement durable, de l'agriculture et de la France, afin de développer de nouvelles alternatives efficaces et responsables.

« Au moment où l'exode urbain, fait de notre espace rural une chance, il est de notre devoir de rendre nos territoires couverts et accessibles partout et pour tous. Il y a urgence ! C'est une question d'équité ! »

■ LES AUDITIONS



Le 4 novembre, dans le cadre de l'audition de Xavier GIGUET, Directeur Général «territoires et ruralités» et Laurent ROJEY, Directeur Général numérique de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) et de représentants d'élus locaux, je suis intervenu afin de rappeler **l'importance majeure de la fibre pour que la relance fonctionne**. Il est impératif que les délais dans le déploiement de la fibre soient tenus. **De même, l'amélioration de la couverture en téléphonie mobile sur l'ensemble du territoire doit être accélérée.**

Pour se faire, j'ai souligné qu'une **attention toute particulière** devait être accordée à la **réalisation des projets d'installation de pylônes sans être freinée par des lourdeurs administratives.**



Salle Clemenceau - 9 décembre 2020

de téléphonie mobile, répondant ainsi à la demande accrue des habitants en faveur d'un accès à Internet en Très Haut Débit fixe et mobile. L'accélération du déploiement de la téléphonie mobile pour le développement économique de nos territoires constitue un enjeu fondamental.

Si le Gouvernement avait annoncé l'installation de 5000 pylônes fin 2018 pour garantir un meilleur accès à la téléphonie mobile, **seulement 5 pylônes sont installés et mis en service dans la Vienne depuis cette annonce.**

Pour cause, le délai entre la construction et la mise en service d'un pylône est en moyenne de 18 à 24 mois ! **Les démarches administratives doivent être assouplies afin d'accélérer l'implantation des pylônes et ainsi améliorer la couverture téléphonique du territoire.**



Bruno BELIN @brunobelin · 25 nov. 2020

▶ L'aménagement du territoire est une urgence si on ne veut pas qu'il n'ait plus un jour que le choix métropolitain pour vivre et, à côté, des territoires vides

▶ L'espace est une chance !

Le @senat doit être acteur de cette politique #fibre #DTER #désertification #téléphonie

Tweet @brunobelin - 25 novembre 2020

Le 16 décembre, à l'occasion de l'examen de la Proposition de Loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France, j'ai exprimé **ma volonté que tous les territoires ruraux soient rapidement couverts.**

Le 24 mars, j'ai alerté Laure DE LA RAUDIÈRE, Présidente de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques des Postes et de la distribution de la presse, sur mon insatisfaction concernant **l'inégalité au droit d'accès aux réseaux de communication** créée par l'Etat, engendrant une fracture considérable. J'ai immédiatement rédigé un courrier afin de lui demander un point de situation pour le département de la Vienne.

Le lendemain, j'ai attiré l'attention de Fabienne DULAC, Directrice Générale Adjointe d'Orange, sur la situation du département de la Vienne en matière

Réponse de l'ARCEP - 27 mai 2021

Dans son courrier de réponse, la Présidente de l'ARCEP indique le point de situation de la Vienne :

- 10 sites arrêtés par le Gouvernement pour le dispositif de couverture ciblée en 2020
- 5 sites mis en service
- 5 devant être mis en service entre 6 et 24 mois !
- Amélioration de la couverture 4G pour 60 sites entre 2018 et 2020.

DÉLÉGATION AUX DROITS DES FEMMES ET À L'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

Rapporteur «Femmes et Ruralité»

La délégation du Sénat est chargée d'informer le Sénat de la politique suivie par le gouvernement au regard de ses conséquences sur les droits des femmes et sur l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Elle assure, en ce domaine, le suivi de l'application des lois. Elle s'engage pour les droits des femmes, contre les violences faites aux femmes et contre les inégalités professionnelles.

■ LES AUDITIONS



Le 5 novembre, à l'occasion de l'audition d'Élisabeth MORENO, Ministre chargée de l'Égalité entre les Femmes et les Hommes, de la Diversité et de l'Égalité des Chances, j'ai rappelé la **réalité dramatique que constituent les violences conjugales, dont la gestion est particulièrement difficile en ruralité**. L'absence de moyens de mobilité (Uber, taxi, transports en communs) en est l'une des causes.



Avec Annick BILLON, Sénatrice de la Vendée et Présidente de la Délégation.

Le 17 décembre, lors de l'audition de Marie-Pierre BADRÉ, Présidente du Centre Hubertine Auclert, j'ai évoqué mon expérience de Maire d'une commune de moins de 1000 habitants. J'ai dès le début souhaité **constituer des conseils municipaux paritaires**.

Je suis assuré que le manque de représentation des femmes est multifactoriel, et qu'il résulte en partie d'une application différente de la règle électorale en fonction des conseils municipaux de plus de 1000 habitants de ceux de moins de 1000 habitants.

J'espère que notre travail en commission débouchera sur une proposition de loi permettant de **faire évoluer la place de la femme dans la vie publique**.

Le 15 avril, à l'occasion de l'audition de Dominique JOSEPH, co-rapporteuse de l'avis du Conseil Économique Social et Environnemental sur la crise sanitaire et les inégalités de genre, **j'ai apporté mon soutien à une éventuelle modification de la loi concernant la délivrance de la pilule contraceptive**: Possibilité pour la pharmacie de la délivrer au regard d'une ancienne ordonnance et sur sa responsabilité (contrôle de la tension, antécédents, bilan...).

■ TABLE RONDE



Le 28 janvier, dans le cadre d'une table ronde sur la santé des femmes dans les territoires ruraux, **j'ai déploré la pénurie de moyens humains en matière de santé, notamment en milieu rural**, résultant en partie de l'instauration du *numerus clausus* concernant les études de médecine dans les années 1970, de kinésithérapie ou de pharmacie. Si le *numerus clausus* a été supprimé en 2017, en fin de première année de médecine, la carence en professionnels de santé persiste encore.



J'ai donc demandé à ce que le plafonnement des installations par département soit réétudié afin de garantir une meilleure répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire national.

J'ai rappelé que, trop souvent, du fait d'une répartition des compétences floues, les frais des investissements pour les Maisons de Santé Pluridisciplinaires (MSP) pèsent uniquement sur les collectivités territoriales, à défaut d'être orchestrés en partenariat avec les Agences Régionales de Santé (ARS).

Je me suis enfin exprimé sur la **règlementation actuelle, qui impose la fermeture d'une officine et la restitution de sa licence dans des délais très courts dès lors qu'un pharmacien n'y exerce plus.** Cette mesure est à mon sens dramatique car les territoires ruraux perdent de *facto* leur dernier point médical de proximité. J'ai demandé à mettre en place un moratoire face à ces situations exceptionnelles.

Les différents constats évoqués lors de cette matinée m'ont amené à demander à Elisabeth MORENO, Ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances, de **désigner des correspondants à l'égalité hommes-femmes au sein des conseils municipaux**, comme c'est déjà le cas pour les correspondants défense. Ces derniers constitueraient une personne clairement identifiable pour les victimes de violences.



**FEMMES ET
RURALITÉS**

La délégation aux droits des femmes a décidé d'inscrire à son agenda de 2021 un rapport sur la situation des femmes dans les territoires ruraux.

Le rapport a pour but d'établir un bilan de la situation des femmes dans les territoires ruraux, en se basant sur des thèmes tels que le rôle des élues et l'accès aux responsabilités, les problèmes de mobilité, la santé, les violences, l'égalité professionnelle, l'orientation scolaire et universitaire, l'accès à la formation, à tous les niveaux et l'entrepreneuriat féminin.

Ce rapport a également le double objectif de valoriser les femmes qui, par leur engagement (économique, associatif, politique...) contribuent au dynamisme de nos territoires et peuvent constituer des modèles pour les jeunes filles et les autres femmes.

Le rapport sera publié le 15 octobre prochain, à l'occasion de la Journée Internationale des Femmes Rurales. **Je souhaite véritablement que les conclusions de ce travail puissent conduire à une Proposition de Loi !**



Entouré des Femmes Maires et Adjointes du canton de Loudun - 8 mars 2021

Le 8 mars, j'ai décidé de réunir les élues (Maires et Adjointes) du canton de Loudun, à l'occasion de la Journée Internationale des Droits des Femmes. Ce rendez-vous nous a permis d'échanger sur leur parcours, leur vision sur l'évolution de la femme dans la société et surtout les pistes de réflexions pour améliorer le quotidien des femmes en milieu rural.

GROUPES INTERPARLEMENTAIRES D'AMITIÉ

Il existe actuellement 81 groupes interparlementaires d'amitié liant le Sénat aux institutions politiques et parlementaires de 190 États. Instruments privilégiés de la coopération bilatérale entre les Parlements, ces groupes sont devenus des acteurs de premier ordre de la diplomatie parlementaire.

Membre des Groupes Interparlementaires d'Amitié

- France - Afrique de l'Ouest
Président délégué France - Burkina Faso
- France - Pays du Cône du Sud
Président délégué France - Uruguay
- France - Caraïbes - Vice-Président
- France - Roumanie - Secrétaire
- France - Saint-Siège - Secrétaire
- France - Andorre
- France - Belgique-Luxembourg
- France - Biélorussie
- France - Caucase
- France - Liban
- France - Maroc
- France - Pays-Bas
- France - Pologne
- France - Québec

■ BURKINA FASO

En tant que Président délégué du Groupe Interparlementaire d'Amitié France - Burkina Faso au Sénat et Président du groupe pays France Burkina à Cités Unies France, j'ai pris l'initiative de rédiger une tribune à destination des décideurs politiques et partenaires du développement, afin de les sensibiliser sur les difficultés rencontrées par les collectivités locales burkinabè face à la crise des déplacés internes et de dégager des soutiens locaux. En effet, plus d'un million de déplacés internes sont recensés au Burkina Faso. Parmi eux, 100 000 se trouvent à Kaya (région centre-nord) et 30 000 à Ouahigouya (région Nord).

La situation dégradée du pays sur le plan sanitaire est également un point d'attention particulier.

■ TOGO



Beausoleil Romuald OBEKU, Député du Togo, Sybil PECRIAUX et Guillaume DE RUSSE, Conseillers Départementaux de la Vienne, reçus par Gérard LARCHER, Président du Sénat, pour évoquer la situation du Togo - 10 février 2021

■ HAÏTI

En tant que Vice-Président du Groupe Interparlementaire d'Amitié France - Caraïbes, j'ai à coeur de travailler sur les sujets qui concernent Haïti que je connais si bien.

La situation du seul pays francophone de l'Amérique est dramatique. La situation politique est d'autant plus instable suite à l'assassinat de Jovenel MOÏSE, Président de la République d'Haïti, le 7 juillet 2021. De plus les habitants ont récemment été touchés par un nouveau séisme dans le Sud du pays d'une magnitude de 7,2.

J'adresse un message de solidarité et d'amitié à tous les Haïtiens.



Entretien avec Jean Josué PIERRE, Ambassadeur d'Haïti en France - 30 juin 2021

GROUPES D'ETUDES

Des groupes d'études sont ouverts aux membres du Sénat pour étudier et suivre des questions spécifiques. Ces instances, qui n'interviennent pas directement dans la procédure législative et demeurent sous le contrôle des commissions permanentes, ont pour mission d'assurer une veille juridique et technique sur les questions dont elles sont chargées afin d'informer les parlementaires.

Membre des Groupes d'Etudes

- Aviation Civile - Vice-Président
- Pratiques Sportives et Grands événements Sportifs - Secrétaire
- Chasse et Pêche
- Forêt et Filière bois
- Ruralité
- Agriculture et Alimentation
- Arctique, Antarctique et Terres Australes
- Cancer
- Anciens Combattants



Plaisir d'accueillir Tony ESTANGUET, au Sénat - 31 mars 2021

■ AVIATION CIVILE

Vice-président du groupe Aviation Civile, je m'engage à veiller à l'accompagnement de toute la filière aéronautique, fortement impactée par la crise sanitaire et économique. Des milliers d'emplois sont en jeu !

A l'occasion de l'examen en première lecture du Projet de Loi climat et résilience, j'ai décidé d'adresser **un message de soutien à cette industrie d'excellence, par le biais d'une tribune, cosignée par 50 de mes collègues sénateurs**. Le débat climatique ne doit en aucun cas venir justifier la mise en cause de l'aviation. C'est pourquoi nous avons défendu au travers de cette tribune, **un secteur de l'aéronautique utile, propre et nécessaire pour demain**.



Bruno BELIN @brunobelin · 22 juin

Ma tribune en soutien à l'aviation cosignée par 44 sénateurs reprise par @AiretCosmos @afpr @LesEchos

— Air & Cosmos @AiretCosmos · 22 juin

Aéronautique : Le "Oui à l'aviation !" de 44 sénateurs air-cosmos.com /article/aronau...

3

13

61



■ PRATIQUES SPORTIVES ET GRANDS ÉVÈNEMENTS SPORTIFS



Avec Gérard LARCHER, Président du Sénat et Tony ESTANGUET, Président du Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024, à l'occasion de la Journée Olympique et Paralympique - 26 juin 2021.

Le sport est une passion. C'est donc avec plaisir que je prends part aux travaux du groupe d'études Pratiques Sportives et Grands événements Sportifs, dont je suis Secrétaire.

Nous nous sommes mobilisés à de nombreuses reprises lors des confinements afin de permettre au monde sportif de maintenir leur activité de la meilleure façon possible.

« L'aviation c'est de l'emploi, de l'aménagement du territoire, de l'économie, du tourisme, de l'utilité, de la sécurité, de l'innovation, de l'adaptation, du transport. Oui l'aviation n'est pas un problème, il est une solution à la transition énergétique ! »

■ Temps Forts Législatifs

Projet de Loi de Finances 2021

Le 16 décembre 2020, le Sénat a adopté par 195 voix pour et 78 voix contre, une motion tendant à opposer la question préalable en nouvelle lecture sur le Projet de Loi de Finances pour 2021. En conséquence, il n'a pas adopté le projet de budget.

Cette motion a été présentée, au nom de la Commission des Finances, par le Rapporteur Général, Jean-François HUSSON, estimant que de nombreux sujets de désaccord demeuraient entre l'Assemblée Nationale et le Sénat. L'Assemblée Nationale et le Gouvernement ne souhaitant pas revenir sur leurs positions, le Sénat a donc souhaité s'opposer à ce Projet de Loi de Finances.

Amendements

Le Sénat a adopté, le 2 décembre, deux amendements, en faveur des communes rurales, que j'ai déposés, cosignés par plus de trente sénateurs.

Le premier amendement consistait à réinstaurer, sur les bases de 2017, une partie importante de la Dotation de Solidarité Rurale aux bénéficiaires des communes qui ont vu leurs dotations baisser depuis 3 ans.

Le deuxième amendement intégrait (enfin !) le critère de population municipale dans le calcul de la subvention d'Etat pour l'investissement des communes (DETR) afin de favoriser les plus rurales d'entre elles.

Le Sénat défend les territoires ruraux et le montre à travers le vote du Projet de Loi de Finances 2021.

Ces amendements ont cependant été supprimés par l'Assemblée Nationale.



Lors du vote du PLF 2021

Débat sur la place de la Stratégie Vaccinale

Le 18 décembre 2020, dans le cadre du débat sur la place de la stratégie vaccinale dans le dispositif de lutte contre l'épidémie de covid-19, j'ai interpellé Olivier VERAN, Ministre des Solidarités et de la Santé, pour avoir d'avantage d'informations sur les stocks de vaccins disponibles ainsi que le détail de leur logistique.

Je suis également revenu sur l'incitation nécessaire à la vaccination en s'appuyant sur l'ensemble des professionnels de santé, notamment les pharmaciens d'officine, qui à l'exemple des campagnes vaccinales contre la grippe ont su capter une patientèle qui ne serait pas forcément allée se faire vacciner.

« J'espère que nous réussirons ce défi, Monsieur le Ministre ; en tout cas je le souhaite, car il y va de l'intérêt de tous. »



Intervention à la tribune, le 18 décembre 2020

Courrier au Ministre

Le 22 décembre 2020, suite au débat, j'ai adressé un courrier à Olivier VERAN, Ministre des Solidarités et de la Santé, proposant trois pistes de réflexions afin d'améliorer la couverture vaccinale :

- Le préventif coûtera toujours moins cher que le curatif
- Tenir à jour ses vaccinations est un enjeu de santé publique.
- Faire confiance aux pharmaciens d'officine.

Ce courrier a été soutenu par plus de 70 collègues sénateurs !

Débat Comment construire plus et mieux en France ?



Lors du débat, le 2 mars

Le 2 mars, après avoir alerté Jacqueline GOURAULT, Ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les Collectivités Territoriales, par Question Ecrite sur les contraintes qu'impliquaient les PLUI, j'ai demandé, un moratoire sur la mise en place de ces schémas d'urbanisme à Emmanuelle WARGON, Ministre déléguée en charge du Logement à l'occasion du débat «Comment construire plus et mieux en France ?».

Aujourd'hui, nous faisons le constat que nous avons des carences de logements sociaux, de logements étudiants et de logements adaptés. Cette carence pousse ainsi la hausse du prix de l'immobilier. Nous devons agir !

La question de construire mieux est donc fondamentale. Nous devons répondre aux besoins de la population. Les attentes ont été formellement exprimées. Les françaises et les français veulent de l'espace.

Or, actuellement les projets sont essentiellement urbains car il n'est plus possible de construire en ruralité. Les PLUI bloquent les constructions dans les territoires ruraux.

J'ai donc demandé à la Ministre de faire passer une circulaire aux Préfets afin de ne plus bloquer les projets ruraux au motif qu'un PLUI est en cours de constitution.

«Donnons aux françaises et aux français les moyens de vivre là où il y a de l'espace. Nous devons bâtir plus dans nos territoires, car il n'y a pas d'avenir sans bâtir.»

Projet de Loi «Sécurité Globale»

Ce texte vise à renforcer l'articulation des forces de sécurité, de mieux protéger les forces de l'ordre, de permettre le recours aux nouvelles technologies et de renforcer la structuration de la sécurité privée.

Le 7 avril, malgré les diverses tensions autour de ce texte, le Sénat a réussi à faire adopter en Commission Mixte Paritaire, de nombreux apports visant notamment à encadrer plus strictement certains dispositifs et à apporter des garanties en matière de protection des libertés publiques et individuelles.

La loi a été promulguée le 26 mai au Journal Officiel.

Apports du Sénat

Le Sénat a réussi en particulier à faire adopter :

→ La création d'un délit de provocation à l'identification qui, tout en protégeant les membres des forces de sécurité intérieure et leur famille, ne porte pas atteinte au droit d'informer (article 24) ;

→ La limitation de la suppression des crédits de réduction de peine pour les auteurs d'infractions commises à l'encontre d'un élu, d'un policier ou d'un gendarme aux infractions les plus graves, une nouvelle forme de crédits de réduction de peine, d'une durée moindre, ayant par ailleurs été créée afin de maintenir un dispositif incitant à la bonne conduite en détention (article 23).

Projet de Loi «Principes de la République»

Le 20 juillet, le Sénat a examiné, en nouvelle lecture, le Projet de Loi confortant le respect des principes de la République et de lutte contre le séparatisme.

Le Sénat a décidé, qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre la délibération sur le texte en adoptant, par 205 voix pour et 115 voix contre, une motion tendant à opposer la question préalable, au nom de la Commission des Lois. L'adoption de cette motion a entraîné le rejet du projet de loi.

Le Sénat a regretté que l'Assemblée Nationale n'ait conservé qu'un nombre limité d'apports du Sénat.

Projet de Loi «Climat et résilience»

Après plusieurs mois de débats, inédits par la durée et le nombre de sujets abordés, l'examen du projet de loi «Climat et résilience» s'est soldé, le lundi 12 juillet, par un accord en Commission Mixte Paritaire entre les députés et les sénateurs.

L'ambition affichée par le Président de la République en juin 2020 était de réduire de 40 % les émissions de gaz à effet de serre de la France d'ici à 2030 par rapport à 1990. Dans les faits, le projet de loi punitif voté par l'Assemblée Nationale ne permettait pas de remplir cet objectif. Les sénateurs se sont donc appliqués à rendre ce projet de loi plus réaliste, plus juste et plus équilibré.

Les sénateurs se sont ainsi attachés à voter des dispositions concrètes, sérieuses et pragmatiques pour l'écologie telles que :

→ **Garantir la souveraineté énergétique de la France** et promouvoir des énergies décarbonées notamment en conditionnant l'arrêt de tout réacteur nucléaire à la sécurité d'approvisionnement et à la réduction des émissions de CO₂ ;

→ Accompagner les zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m) à la mise en place d'un prêt à taux zéro pour financer l'acquisition de véhicules peu polluants de moins de 2,6 tonnes ;

→ Rénover les bâtiments les plus énergivores en garantissant un reste à charge minimal pour les ménages les plus modestes et un accompagnement agréé et compétent pour tous ;

→ **Prendre en compte l'avis du maire sur l'implantation des éoliennes** ;

→ Mettre en place une trajectoire de lutte contre l'artificialisation des sols qui tienne compte des spécificités locales et des enjeux des territoires ruraux.

Amendements

Lors de l'examen de ce texte de loi j'ai déposé 5 amendements.

Les trois premiers, conjointement avec mon collègue, Vincent CAPO-CANELLAS, étaient en soutien au secteur de l'aéronautique. Ils ont ainsi permis de modifier l'article 38 afin d'éviter la double compensation du secteur pour les émissions de gaz à effet de serre.

Les deux autres amendements, déposés avec Yves BOULOUX, visaient à accompagner au mieux les agriculteurs dans leur démarche de réductions d'émissions d'ammoniac et de protoxyde d'azote.

Projet de loi «Crise Sanitaire»

Le texte de loi relatif à la gestion de crise sanitaire répond avant tout à une urgence. Je suis satisfait de l'accord trouvé avec l'Assemblée Nationale lors de la Commission Mixte Paritaire.

Le Sénat a su faire adopter des mesures d'assouplissements majeures telles que **la suppression du licenciement des salariés qui refuseraient de se faire vacciner**. Nous nous sommes également mobilisés pour :

→ Préserver l'activité économique du mieux possible, grâce à la suppression de sanctions financières immédiates pour les entreprises qui ne contrôlèrent pas le pass sanitaire.

→ Exempter les centres commerciaux au contrôle du pass.

→ Indemniser les entreprises face aux conséquences du pass sanitaire obligatoire.

La vaccination est la seule réponse médicale. L'obligation vaccinale pour les personnes travaillant auprès des personnes les plus fragiles me paraît une mesure bienveillante. Le Sénat a réussi à gagner un délai supplémentaire d'un mois pour qu'ils se fassent vacciner, soit jusqu'au 15 octobre 2021.

Aucun texte de loi n'arrivera à combattre la pandémie, mais faisons appel au bon sens de chacun. Prendre soin de soi, c'est prendre soin des autres.



PROJET DE LOI RELATIF À LA DIFFÉRENCIATION, DÉCENTRALISATION, DÉCONCENTRATION ET SIMPLIFICATION DE L'ACTION PUBLIQUE

Le Sénat a adopté le Projet de Loi relatif à la différenciation, décentralisation, déconcentration et simplification de l'action publique, après avoir largement transformé un texte modeste.

Présenté par le Président de la République, après le mouvement des «gilets jaunes», comme un nouvel acte de décentralisation, le Sénat a considérablement étoffé le texte durant deux semaines de débats pour tenir compte des attentes des élus locaux.

Nous avons particulièrement veillé à plus de souplesse pour les maires.

Environnement

→ **Le Sénat a de nouveau introduit une disposition, non retenue dans le projet de loi climat, visant à donner un droit de veto aux maires sur l'implantation d'éoliennes sur leurs communes.**

→ Le texte voté prévoit aussi la fin du caractère obligatoire du transfert des compétences «eau», «assainissement» et «gestion des eaux pluviales urbaines».

Social

→ Il est prévu une expérimentation pendant 5 ans d'une recentralisation du Revenu de Solidarité Active (RSA), pour les Départements demandeurs.

→ **Le Sénat a introduit une disposition instaurant la possibilité pour le Président du conseil départemental de demander directement aux bénéficiaires du RSA des documents justificatifs.**

→ Le texte transfère les directeurs des établissements de l'aide sociale à l'enfance de la fonction publique hospitalière à la fonction publique territoriale, et prévoit leur nomination par le Président du conseil départemental.

→ Le texte rend obligatoire le recours au fichier des Mineurs Non Accompagnés (MNA) pour rationaliser leur prise en charge par les Départements.

Santé

→ Le conseil de surveillance des Agences Régionales de Santé (ARS) sera transformé en conseil d'administration. **Il sera co-présidé par le Président du conseil régional et le Préfet de région.**

Logement

→ Le texte améliore la loi SRU qui fixe pour certaines communes un nombre minimum de logements sociaux. Le socle du dispositif présenté par le Sénat repose sur le contrat de mixité sociale qui doit pouvoir prendre en compte l'ensemble des difficultés et des efforts d'une commune et rassembler autour du maire et du préfet tous les acteurs locaux qui doivent s'engager pour le logement social.

→ Dans les zones de revitalisation rurale et les quartiers prioritaires de la politique de la ville, les collectivités pourront acquérir des biens abandonnés (« biens sans maîtres ») au bout de 10 ans (au lieu de 30).

Transport

→ **Le texte permet le transfert de routes nationales, d'autoroutes et de portions de voies du domaine public aux Départements et métropoles.**

→ Les collectivités pourront mettre en place des radars automatiques.

Après un passage à l'Assemblée Nationale, le Gouvernement envisage l'adoption de cette loi à l'automne prochain.

Le Sénat veillera jusqu'au bout à ce que les élus puissent librement adapter leurs actions aux réalités locales.

PROPOSITIONS DE LOIS

Avec mes collègues, nous travaillons afin d'améliorer la loi pour mieux vous défendre, vous protéger, améliorer votre quotidien. Vous trouverez ci-dessous une liste non-exhaustive des Propositions de Lois dont je suis cosignataire.

Pouvoirs aux élus locaux

- ✓ Proposition de Loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre les poursuites pénales
- ✓ Proposition de Loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement
- ✓ Proposition de Loi tendant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres
- ✓ Proposition de Loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux

Santé

- ✓ Proposition de Loi sur l'extension de l'obligation vaccinale des professionnels de santé à la vaccination contre la covid-19
- ✓ Proposition de Loi visant à prévenir les risques de mutilations génitales féminines et à responsabiliser les parents
- ✓ Proposition de Loi visant à lutter contre l'endométriose

Environnement

- ✓ Proposition de Loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets
- ✓ Proposition de Loi visant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique
- ✓ Proposition de Loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France

Environnement

- ✓ Proposition de Loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention
- ✓ Proposition de Loi visant à condamner les mariages forcés avec la même sévérité que pour la traite des êtres humaines
- ✓ Proposition de Loi renforçant la répression des violences sexuelles et la protection des victimes

Emploi

- ✓ Proposition de Loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active

COURRIER

En avril, j'ai adressé un courrier à Jean-Michel BLANQUER, Ministre de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports ainsi qu'à Frédérique VIDAL, Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, pour demander le contrôle continu des étudiants en BTS.

La situation des étudiants en Brevet de Technicien Supérieur (BTS) était préoccupante. Au moment où le virus touchait de plus en plus de jeunes, les futurs candidats aux examens qui avaient réalisé 75% de leurs cours en visioconférence, venaient pourtant de recevoir leur convocation pour leurs épreuves du mois de juin.

Avec plus de 80 collègues sénateurs, nous avons appelé à la bienveillance des deux Ministres pour prendre les mesures nécessaires afin de protéger ces jeunes étudiants en passe d'obtenir leur premier diplôme supérieur.



■ Questions

Chiffres clés : 50 Questions Ecrites
6 Questions Orales

QUESTIONS ECRITES

Les questions sont un instrument de contrôle parlementaire de l'activité du Gouvernement, notamment sur les sujets ponctuels et sur les points d'actualités.

Transports

● L'avenir des aéroports régionaux - n° 18240

Le 15 octobre, j'ai attiré l'attention de Jean-Baptiste DJEBBARI, Ministre délégué en charge des Transports pour connaître les aides financières et organisationnelles que le Gouvernement entendait mettre en place, afin de garantir aux collectivités territoriales la continuité du service public sur des liaisons vitales pour les territoires.

● Modernisation de la RN147 - n° 18492

Le 29 octobre, j'ai rappelé que la RN 147 constitue un axe économique majeur de communication et de développement entre la Vienne et la Haute-Vienne reliant les deux anciennes capitales régionales Poitiers et Limoges. Son importance faisant, j'ai indiqué que l'ensemble des collectivités mobilisées étaient toujours dans l'attente de réponses de l'Etat sur les résultats d'études de faisabilités. J'ai donc demandé au Gouvernement de préciser son positionnement ainsi que le calendrier prévisionnel envisagé.

Je me félicite de la réponse du Ministre, faite le 15 juillet, informant de sa saisine de la Commission Nationale du Débat Public. Il fait également état de l'effort des collectivités pour le bouclage du financement des deux créneaux de dépassement entre Limoges et Bellac. De la même manière, il indique que la Préfète de Région a par ailleurs été mandatée afin d'engager une démarche similaire pour la déviation de Lussac-les-Châteaux, avec un objectif de début de travaux d'ici fin 2022.



Avec Jean-Baptiste DJEBBARI, Ministre délégué en charge des Transports - 12 mai 2021

● Suppression de liaisons aériennes courtes - n° 22047

Le 8 juin, suite à l'annonce de suppression de certaines liaisons aériennes courtes prévue par l'article 36 du projet de loi portant sur la lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets, j'ai alerté que cet article tendait à réduire les activités d'un secteur économique en pleine crise. Les aéroports régionaux sont une vraie chance pour les territoires : ils engendrent des emplois de proximité et des retombées économiques locales.

Numérique

● Accélération du déploiement de la téléphonie mobile - n° 18366

Le 22 octobre, afin d'atteindre une couverture mobile complète dans un court délai, j'ai demandé à Cédric O, Secrétaire d'Etat en charge de la Transition Numérique et des Communications électroniques de préciser les dispositions que le Gouvernement prévoyait de mettre en œuvre pour réduire la fracture numérique dans les territoires.

● Lenteur administrative du «New Deal» - n° 22244

Le 15 avril, j'ai souligné que le délai entre la construction et la mise en service d'un pylône est en moyenne de 18 à 24 mois. En comparaison, nos voisins allemands et britanniques mettent environ 3 à 6 mois. C'est pourquoi, j'ai demandé un assouplissement des démarches administratives afin d'accélérer l'implantation des pylônes et ainsi améliorer la couverture téléphonique dans les territoires.

Anciens Combattants

● Assouplissement d'attribution de la demi-part fiscale supplémentaire aux veuves de guerre - n° 19289.

Le 3 décembre, j'ai demandé à la Ministre déléguée en charge de la mémoire et des Anciens Combattants un assouplissement de la règle d'attribution de la demi-part fiscale supplémentaire, pour les veuves d'anciens combattants, en supprimant le critère d'âge de décès de l'époux.

Santé

- Augmentation de la pénurie de médicaments - n°18920.

Le 19 novembre, j'ai interpellé Olivier VERAN, Ministre des Solidarités et de la Santé, afin d'agir urgemment pour pallier aux nombreuses ruptures de stocks de médicaments.

«Près de 200 millions d'euros ont été mobilisés pour développer les industries de santé et soutenir la localisation des activités de recherche et de production en France dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. Cette enveloppe sera réévaluée en 2021 pour financer de nouveaux projets.

En outre, un travail d'accompagnement vers l'industrialisation, la production et le stockage des produits de santé en France est en cours de réalisation.»

Extrait de la réponse du Ministre - 27 mai 2021

- Revenu de Solidarité Active - n°19422

Le 26 novembre, j'ai souhaité connaître la position du Gouvernement concernant l'expérimentation du cumul du revenu de solidarité active au revenu de quinze heures d'activité, mis en place par le Département de l'Allier. J'approuve cette mesure et considère qu'elle faciliterait fortement le retour progressif à l'activité pour les allocataires.

- Transparence de la stratégie vaccinale - n°19901

Le 7 janvier, j'ai déploré l'impréparation du Gouvernement dans cette crise sanitaire, en relevant d'une part son manque d'anticipation concernant le recensement des consentements, et d'autre part leur manque de transparence concernant le nombre de doses vaccinales.

«Les données sur les livraisons à date ainsi que les données sur les stocks sont consultables sur le site www.data.gouv.fr. Des données relatives aux livraisons et à leur répartition, aux stocks des centres de vaccination, ainsi qu'à la prise de rendez-vous sont également accessibles en «open data» afin que chacun puisse s'informer du déploiement de la vaccination sur son territoire.»

Extrait de la réponse du Ministre
11 février 2021

- Réouverture des stations thermales - n°20494

Le 4 février, sollicité par le Maire de La Roche-Posay, je me suis mobilisé pour la réouverture des centres thermaux, qui jusqu'à ce jour ne disposaient d'aucune lisibilité quant à la reprise de leur activité.

- Réintroduction de la loi grand âge et autonomie dans le calendrier parlementaire - n°20646

Le 11 février, j'ai alerté sur l'urgence de réintroduire la loi grand âge et autonomie dans le calendrier parlementaire afin d'engager au plus vite de vrais moyens pour les structures du domicile et de répondre ainsi pleinement au défi de l'autonomie.

- Lutte contre les déserts médicaux - n°20746

Le 11 février, après avoir pris connaissance des résultats alarmant de l'étude menée par l'Association des Maires Ruraux de France, j'ai insisté auprès du Gouvernement, pour engager une vraie stratégie de lutte contre les déserts médicaux, en concertation avec les maires, qui se battent sans cesse pour l'attractivité de leur commune.

QUESTION ECRITE #20

J'INTERPELLE OLIVIER VÉRAN,
MINISTRE DES SOLIDARITÉS
ET DE LA SANTÉ,
SUR L'AUGMENTATION
DES DÉSERTS MÉDICAUX.



Bruno BELIN
Sénateur de la Vienne

Secrétaire de la Commission
Aménagement du Territoire et du Développement Durable

- Les oubliés du Ségur existent encore - n°21282

Le 20 mai, convaincu du rôle essentiel et de la richesse qu'apporte l'ensemble des différents métiers qui protègent nos plus fragiles, j'ai demandé au Gouvernement d'intégrer dans la mission «Laforcade», la revalorisation salariale de tous les secteurs sanitaires relevant aussi bien du secteur public que privé, de la fonction publique hospitalière que publique territoriale, dans le même calendrier que le secteur public.

QUESTIONS ECRITES

Economie

- Rupture d'égalité de traitement en défaveur des commerces de proximité - n°18613

Le 5 novembre, j'ai interpellé Alain GRISET, Ministre délégué en charge des Petites et Moyennes Entreprises, suite aux annonces du Président de la République, le 28 octobre 2020. J'ai témoigné de la véritable rupture d'égalité de traitement entre les grandes surfaces et les commerces de proximité et j'ai milité pour leur réouverture.

«Conformément au calendrier annoncé par le Président de la République le 24 novembre 2020, les commerces de proximité ont pu rouvrir le 28 novembre dans le cadre d'un protocole sanitaire strict négocié avec l'ensemble des professionnels.»

Extrait de la réponse du Ministre
- 31 décembre 2020

- Avenir des Fonderies du Poitou - n°19594

Le 17 décembre, au lendemain de l'annonce de la fermeture du site Fonderie Fonte, j'ai demandé à Agnès PANNIER-RUNACHER, Ministre déléguée en charge de l'Industrie de me transmettre les mesures envisagées par le Gouvernement pour accompagner les salariés de cette entreprise essentielle pour le bassin économique châtelleraudais.

«Les services du ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance seront vigilants à ce que le groupe Liberty remplisse ses engagements vis-à-vis des salariés et déploie le maximum d'efforts pour assurer la reconversion du site.»

Extrait de la réponse de la Ministre
- 21 janvier 2021



Point de situation des Fonderies du Poitou avec les élus locaux à la mairie des Ormes - 14 avril 2021

Intérieur

- Difficultés d'accueil et d'évaluation des personnes se déclarant mineures et isolées - n°19422

Le 10 décembre, face au manque de moyens rencontrés par les travailleurs sociaux, j'ai souhaité connaître les mesures envisagées par le Gouvernement, afin de permettre aux Départements d'assurer pleinement leur mission de protection de l'enfance ainsi que les réflexions menées sur l'amélioration du dispositif d'évaluation

- Statut volontaire des sapeurs-pompiers - n°22433

Le 22 avril, en réponse à l'inquiétude des sapeurs-pompiers volontaires face à l'arrêt du 21 février 2018 rendu par la Cour de Justice de l'Union européenne, j'ai souhaité interroger le Gouvernement sur sa position. Une telle mesure viendrait remettre en cause tout le modèle français de secours volontaire, contraignant ainsi l'engagement des sapeurs-pompiers.



Paris, le 20 avril 2021

COMMUNIQUE DE PRESSE :

Bruno BELIN soutient les Sapeurs-Pompiers Volontaires.

BRUNO BELIN

SENATEUR DE LA VIENNE

En tant que membre du Conseil National des Sapeurs-Pompiers Volontaires, le Sénateur BELIN a souhaité interroger le Ministre de l'Intérieur afin de clarifier le positionnement du Gouvernement sur un éventuel projet de décret relatif à l'encadrement de l'activité des sapeurs-pompiers volontaires.

Extrait du Communiqué de Presse - 20 avril 2021

- Mesures réglementaires pour encadrer l'utilisation des trottinettes électriques - n°23775

Le 15 juillet, suite à l'accident qui a coûté la vie à une piétonne en juin dernier, j'ai interpellé Gérard DARMANIN, Ministre de l'Intérieur, afin de connaître les mesures réglementaires envisagées pour protéger les conducteurs de trottinettes électriques et les autres usagers.

- Dysfonctionnements des Brigades de Gestion des événements - n°23992

Le 29 juillet, j'ai alerté le Gouvernement du mécontentement des Maires, suite à la mise en place des Brigades de Gestion des événements. Ces derniers révèlent une perte de proximité et de réactivité dans le quotidien de nos communes. C'est pourquoi j'ai demandé d'ajuster le dispositif des Brigades de Gestion des événements en prenant appui sur l'avis des maires.

Egalité Hommes/Femmes

- La mise en concurrence du numéro 3919 - n°18674

Le 5 novembre, à l'initiative de la Présidente Annick BILLON, l'ensemble des membres de la Délégation aux Droits des Femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, a sollicité Elisabeth MORENO, Ministre déléguée en charge de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances, sur les conséquences du marché de la ligne d'écoute dédiée aux femmes victimes de violences.

«Dès lors que l'État endosse le pilotage et la responsabilité d'un dispositif d'écoute des femmes victimes de violence, qu'il en définit les besoins à satisfaire et les modalités et qu'il le financera en totalité, le marché public s'impose. Le Ministère et ses services seront ainsi très vigilants sur la qualité des projets présentés, notamment pour la formation des écoutantes et écoutants sur les violences, afin de renforcer l'écoute et l'accompagnement de ce public.»

Extrait de la réponse du Ministre
- 11 février 2021



Audition d'Elisabeth MORENO, Ministre déléguée en charge de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances- 5 novembre 2021

- Mise en place d'un correspondant Égalité Hommes-Femmes dans chaque commune - n°21768

Le 25 mars, à l'image de ce que le Secrétaire d'État à la Défense, chargé des Anciens Combattants, avait mis en place en 2001 avec les conseillers municipaux «Correspondant Défense» dans chaque commune, j'ai proposé d'intégrer ce même principe pour les questions d'égalité entre les hommes et les femmes. Convaincu que la dimension locale est une base fondamentale pour obtenir la mobilisation de tous, j'ai demandé à la Ministre de me faire part de ses réflexions quant à la mesure évoquée.

Emploi

- Versement de l'aide unique à l'apprentissage aux entreprises de la Vienne - n°20245

Le 28 janvier, avec mon collègue Yves BOULOUX, nous avons demandé à Elisabeth BORNE, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion de verser en urgence l'Aide Unique à l'Apprentissage aux entreprises de la Vienne. En janvier 2021, 83,3% des employeurs de la Vienne n'avaient reçu aucun versement de l'aide unique à l'apprentissage depuis le 24 août 2020. C'est pourquoi nous avons demandé au Gouvernement d'agir en urgence pour le versement de cette aide aux entreprises concernées.

Bruno BELIN a retweeté



Mode d'emploi @modedemploi - 1 févr.

Le sénateur de la Vienne @brunobelin interroge le ministère du travail sur le versement des aides à l'apprentissage. Selon lui, 83,3 % des employeurs de la Vienne n'ont reçu aucun versement de l'aide unique à l'apprentissage depuis le 24 août 2020... 🙄

Tweet @modedemploi - 1er février 2021

Cohésion des territoires

- Synthèse des Fonds Européens - n°20269

Le 28 janvier, j'ai interrogé Jacqueline GOURAULT, Ministre de la Cohésion des Territoires et des relations avec les Collectivités Territoriales, sur les fonds européens dont bénéficient les collectivités territoriales. Ces financements européens ont pour but de soutenir le développement local, cependant j'ai déploré la lenteur et la complexité de la procédure d'obtention d'une subvention de l'Europe, et la faible visibilité des collectivités sur les crédits disponibles.

«Les critères et les procédures d'instruction et de sélection des projets déposés, de leur contrôle et de leur remboursement sont obligatoirement précisés dans les appels à projets.[...]Des obligations d'information, de communication et de publication de l'intervention de l'Union européenne sont prévues par le cadre réglementaire européen.[...]Cela se traduit notamment par l'animation du site national «L'Europe s'engage en France». Un descriptif des fonds, des programmes, des acteurs et des montants à disposition par programme et par région est tenu à jour.»

Extrait de la réponse de la Ministre
- 25 mars 2021

QUESTIONS ECRITES

Education

- Règles d'application du plan local d'urbanisme intercommunal - n°20956

Le 18 février, j'ai demandé au Gouvernement de rendre l'autorité d'aménagement du territoire aux élus locaux. Tous les conseils municipaux font le constat de la limite du droit à construire sur leur commune qu'impose le plan local d'urbanisme intercommunal ou bien même le schéma de cohérence territoriale. Il faut donc permettre de rouvrir le débat et redonner la possibilité aux élus d'être maître du destin du territoire qui leur a donné mandat.



Réunion avec Benoît BIRSKY, Sous-Préfet de Montmorillon et des Maires de l'arrondissement pour trouver des réponses aux difficultés de droit à construire - 10 mai 2021

- Label Petites Villes de demain - n°22114

Le 8 avril, sollicité par les Maires sur de nombreux dossiers de villes candidates de la Vienne, j'ai demandé des précisions, à la Ministre de la Cohésion des Territoires et des relations avec les Collectivités Territoriales concernant le contenu du label «Petites Villes de demain». Si ce label prend en compte la diversité des territoires, les bénéficiaires ont face à eux plusieurs interlocuteurs : État, Agence Nationale de Cohésion des Territoires, Région, Département, ce qui complexifie sa mise en œuvre pour les maires.

Culture

- Réouverture des lieux culturels - n°21190

Le 4 mars, j'ai souligné la détresse du secteur de la culture, laissé dans l'inquiétude et l'incertitude de sa relance, meurtri par les fermetures administratives imposées. J'ai rappelé le comportement exemplaire lors du premier confinement, et ai relevé l'importance du milieu culturel dans la vie des Français, tout particulièrement dans un contexte de lassitude généralisée des professionnels de santé.

- Fermeture de classes en milieu rural - n°20426

Le 4 février, l'annonce de la fermeture de nombreuses classes essentiellement en milieu rural a suscité un vif émoi et beaucoup d'incompréhension dans les territoires. Ces suppressions auront pour conséquence de surcharger les classes préservées, parfois sur plusieurs niveaux. Le contexte d'urgence sanitaire se prolongeant, j'ai demandé à Jean-Michel BLANQUER, Ministre de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports, un gel de toutes les décisions de fermeture pour l'année scolaire 2021-2022 comme cela avait été décidé au printemps 2020 pour la rentrée 2020-2021.

A noter : Le 20 janvier, lors des Questions d'Actualité au Gouvernement, Jean-Michel BLANQUER, répondait au Sénateur Eric GOLD «La revitalisation rurale, notamment par l'école, est essentielle pour recréer de l'attractivité. Le primaire rural fait réussir – mieux que la moyenne nationale. Nous avons déjà pris l'engagement de ne fermer aucune école, ni aucune classe rurale, sans l'accord du maire. Nous poursuivrons dans ce sens ». Dont acte.

J'ai également déposé les Questions Ecrites suivantes :

- Appel au secours des associations sportives - n°18758;
- Manque de concertation des filières agricoles sur le projet «plan pollinisateur» - n°19679;
- Problème d'équité de la prime «grand âge» - n°20141;
- Suppression de l'avantage fiscal du gazole non routier n°21603;
- Maladie de saturnisme - n°21822;
- Digitalisation des hôpitaux - n°22055;
- Vaccination par les pharmaciens retraités - n°22309;
- Pratique d'activité sportive collective pour les mineurs n°22310;
- Réévaluation du guichet ouvert des installations photovoltaïques - n°22671;
- Rupture de stock pour le secteur du bâtiment - n°22925;
- Donner une chance aux futurs médecins - n°23240;
- Reconnaître le statut d'infirmier anesthésiste diplômé d'État - n°23238;
- Reconnaissance des électro-hypersensibles - n°23323;
- Sécurité des motocyclistes - n°23436;
- Reconnaissance statutaire des ambulanciers hospitaliers - n°2357;
- Régime de retraite complémentaire des agents généraux d'assurance - n°23757.

QUESTIONS D'ACTUALITÉ AU GOUVERNEMENT

● Vaccin contre la grippe

Le 21 octobre, j'ai demandé à Olivier VERAN, Ministre des Solidarités et de la Santé comment le Gouvernement comptait-il protéger les habitants de ce pays, face à l'impréparation de la campagne vaccinale contre la grippe. 15 millions de personnes bénéficiaient d'une prise en charge du fait d'une situation à risque, mais 13 millions de doses de vaccin seulement avaient été préparées.



Extrait de la réponse du Ministre : «Concernant le nombre de doses de vaccin disponibles, je me permets de rappeler que l'objectif de cette campagne vaccinale est non pas que 100 % des Français soient vaccinés, mais 75 %, conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé.»

QUESTIONS ORALES

● Modernisation de la RN147 et 149 - n°1377.

Le 15 décembre, j'ai demandé à Jean-Baptiste DJEBBARI, Ministre Délégué en charge des Transports, d'agir rapidement pour la modernisation de la RN 147, 149 et la complétude de la RD 347 – 147. Les conseils départementaux de la Vienne et de la Haute-Vienne se sont prononcés et sont prêts à partager le coût des opérations. Nous attendons les résultats de l'étude depuis juillet 2019. Le trafic ne cesse d'augmenter : il y a urgence à agir ! Il en va de la responsabilité de l'État tant en termes de sécurité qu'en termes d'aménagement du territoire.



Réponse du Ministre : «Une étude est commandée sur l'axe Bressuire-Poitiers, afin d'en améliorer l'aménagement. Cette étude d'itinéraire vise à traiter les enjeux de sécurité, de fiabilisation des temps de parcours pour les usagers et de réduction des nuisances pour les riverains ; elle proposera un scénario d'aménagement de la RN 149. Les premiers résultats paraîtront mi-2021. Sur la section entre Poitiers et Limoges, nous travaillons avec les collectivités territoriales. Je compte sur leur volontarisme pour accompagner l'ambition du Gouvernement.»

● Reprogrammation des opérations - n°1702

Le 20 juillet, je me suis adressé à Olivier VERAN, Ministre des Solidarités et de la Santé, afin de connaître les conséquences des déprogrammations d'opérations depuis dix-huit mois. Cela vient en corrélation avec les suppressions de lits et les fermetures de service entreprises depuis des années. Il y a une véritable urgence pour ces patients, qui ont subi une déprogrammation, et il est également urgent de redonner des moyens aux hôpitaux de proximité en France. Dans la Vienne, on sait à quel point les hôpitaux de Châtellerault, de Montmorillon ou de Loudun, par exemple, sont précieux. Il faut ouvrir des lits, créer ou rouvrir des services et, surtout, il faut avoir une vraie politique de santé, qui doit constituer une priorité.

Réponse du Ministre : «Il s'agit toutefois non pas d'annulations sèches, mais de reprogrammations. [...]

Vous évoquiez également le manque de lits dans les hôpitaux de proximité, pour accompagner la reprise d'activité ; le Gouvernement agit pour valoriser tous les professionnels de l'hôpital, pour ouvrir des lits là où c'est nécessaire et pour soutenir les hôpitaux de proximité. Une revalorisation historique, à hauteur de 9 milliards d'euros par an, a été décidée pour permettre la reprise de toutes les activités des métiers du soin. De même, près de 3 000 lits à la demande ont été ouverts et financés dès la première année, à la suite du Ségur de la santé.»

UNE ÉQUIPE À VOS CÔTÉS



Bruno BELIN
Sénateur de la Vienne

06 07 48 70 84
b.belin@senat.fr



Marie-Renée DESROSES
Sénatrice Suppléante

06 82 48 59 87
mrdesroses@departement86.fr



Mattieu MANCEAU

06 73 21 52 82
m.manceau@clb.senat.fr
Permanence Parlementaire



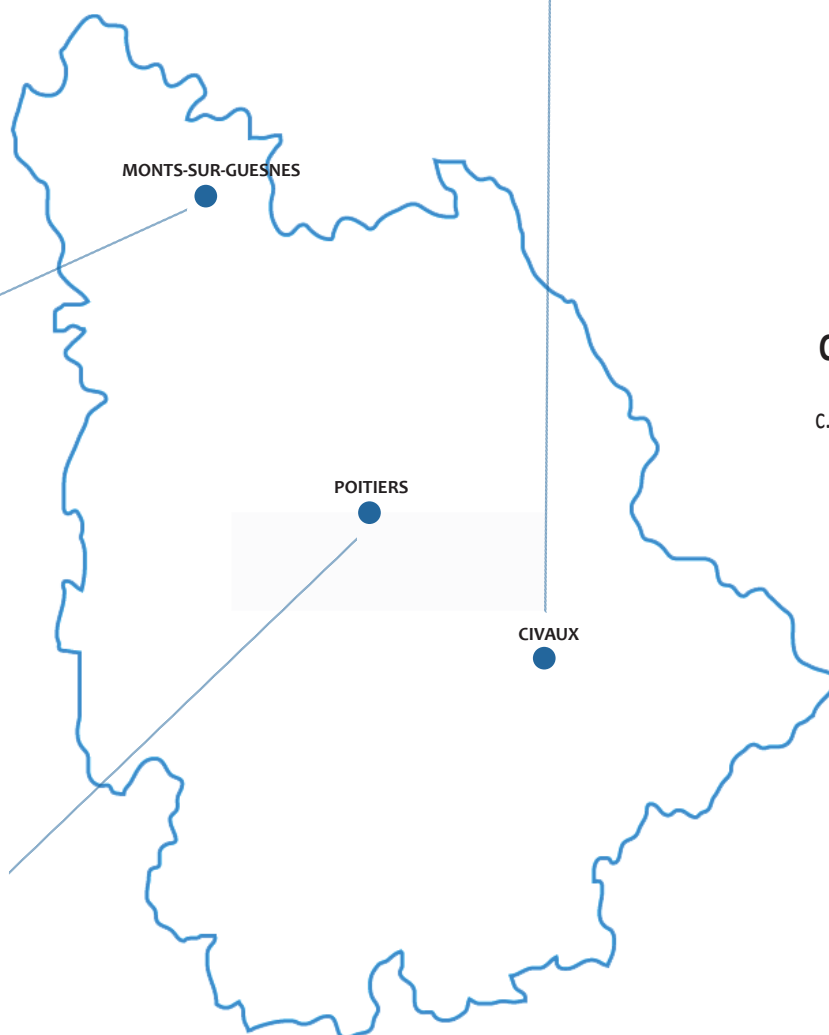
Claire GRIGNON

06 42 06 02 24
c.grignon@clb.senat.fr
Sénat



Sonia SOURICE

06 03 62 42 53
s.sourice@clb.senat.fr
Sénat & Conseil Départemental



Cela fait désormais un an que vous nous avez accordé votre confiance pour porter votre voix au Sénat. En m'engageant auprès de Bruno BELIN, je me suis engagée auprès de vous, pour être votre relai. J'ai pris beaucoup de plaisir à venir à votre rencontre tout au long de l'année. Nos échanges ont été riches et les pistes de réflexions nombreuses.

Nous continuerons à parcourir les routes de la Vienne, à assister aux Conseils Municipaux, à vous accompagner dans vos projets, à visiter les chefs d'oeuvres historiques et les pépites économiques qui rendent notre territoire attractif.

Soyez assurés de ma totale disponibilité et écoute.

Avec amitiés,

Marie-Renée DESROSES

■ Dans la Vienne

Chiffre clé : Plus de 50 déplacements
dans le Département

A VOTRE RENCONTRE

Tout au long de cette année, j'ai tenu à venir à la rencontre des élus, des entrepreneurs et habitants de la Vienne. Ce fut l'occasion pour certains de se rencontrer, pour d'autres de se retrouver, à chaque fois c'était l'occasion d'échanges.

Octobre 2020

8.

Centre Educatif Fermé

Première visite sur le terrain, sur la commune du Vigeant au Centre Educatif Fermé, accompagné par Marie-Renée DESROSES, ma suppléante. Merci à Jean-Michel CLEMENT, Député et Président de l'association «Nouvel Horizon» et Magalie CORRE, Directrice de la structure, pour leur accueil.

Nous nous sommes ensuite rendu au Centre Pénitentiaire de Vivonne où nous avons pu nous entretenir longuement avec Karine LAGIER, Directrice du centre.

#Détenition #Réinsertion



31.

Mobilisation pour les commerces de proximité

Avec de nombreux Maires de la Vienne, nous nous sommes réunis sur la place de la Préfecture de la Vienne pour faire entendre les voix des commerces de proximité injustement fermés lors du deuxième confinement.

#Soutien #Commerces



Novembre 2020

2.

Hommage à Samuel Paty

Au collège François Rabelais, à Poitiers, pour la cérémonie en hommage à Samuel Paty.

#Solidarité #Reconnaissance



7.

Entreprise Cousin Traiteur

Visite de l'entreprise Cousin Traiteur, implantée depuis 45 ans à Poitiers, accompagné de Marie-Renée DESROSES, Benoît COQUELET et Françoise BALLEST BLU. Francis et Marie-Pierre COUSIN nous ont fait part de leur quotidien pendant la crise sanitaire. **#Soutien #Economie #CriseSanitaire**



11.

Commémoration du 11 novembre à Monts-sur-Guesnes et à Loudun, aux côtés du Maire, Joël DAZAS.

#Mémoire



30.

Lycée Marc Godrie

Découverte des différentes formations professionnelles du lycée, avec Bénédicte ROBERT, Rectrice Académique de Poitiers et Joël DAZAS, Maire de Loudun.

#Education



Décembre 2020

7.

Marigny-Chemereau

Echange avec Rita NORESKAL, Maire de Marigny-Chemereau et le conseil municipal. **#CriseSanitaire #Vieillesse #Handicap**



10.

Pindray

Participation au conseil municipal, à l'invitation de Jean-Marie GLAIN, Maire de Pindray. **#Ecoute #Projets**



11.

Réunion RD347

Avec Chantal CASTELNOT, Préfète de la Vienne et Alain PICHON, Président du Département de la Vienne pour valider le début des travaux de la RD347.
[#Urgence](#) [#Sécurité](#)



12.

Saint-Romain-en-Charroux

Echange avec Jacky BEAU, Maire de Saint-Romain et ses adjoints. Toujours accompagné de Marie-Renée DESROSES, Sénatrice Suppléante. [#Ecouté](#) [#EcoleRurale](#) [#Collège](#)



Savigné

Echange avec Jacques AUGRIS, Maire de Savigné et le conseil municipal. Accompagné de Marie-Renée DESROSES, Sénatrice Suppléante. [#Ecouté](#) [#Herbicides](#) [#MaisonDeSanté](#)



Surin

Echange avec Claudie MESMIN, Maire de Surin et le conseil municipal. [#Ecouté](#) [#ParcoursSup](#) [#Education](#) [#AideàlaPersonne](#)



Romagne

Avec Jean-Michel BRUNET, Directeur de Destination Nature, les Conseillers Départementaux du canton et les élus de Romagne pour évoquer les impacts de la crise sanitaire sur le secteur touristique. [#Soutien](#) [#Tourisme](#) [#Economie](#) [#CriseSanitaire](#)



21.

Saint-Savin

Echange avec Hugues MAILLET, Maire de Saint-Savin, les conseillers municipaux, Brigitte ABAUX, Guillaume DE RUSSE, les Conseillers Départementaux du canton. [#Ecouté](#) [#EcoleRurale](#) [#Abbaye](#)



Janvier 2021

4.

Croutelle

Echange avec Arnaud ROUSSEAU, Maire de Croutelle et ses Adjoints. [#Ecouté](#) [#Projets](#) [#Archives](#)



Sérigny

Echange avec Marc CHAINEAU, Maire de Sérigny, les conseillers municipaux, les dirigeants de l'entreprise Val de Sérigny, Valérie DAUGE et Alain PICHON, les conseillers départementaux du canton. [#Ecouté](#) [#Projets](#) [#Ecole](#) [#Numérique](#) [#DéveloppementEco](#)

Saint-Genest-d'Ambière

Echange avec Pascal LECLERC, Maire de Saint-Genest-d'Ambière, les conseillers municipaux, Anne-Florence BOURAT et Henri COLIN, les Conseillers Départementaux du canton. [#Ecouté](#) [#Projets](#)



Neuville-de-Poitou

Participation aux vœux de la municipalité de Neuville-de-Poitou, retransmis sur les ondes de la radio Stylmfm. [#BONNEANNEE](#)

A VOTRE RENCONTRE

6.

Monts-sur-Guesnes

Premières vaccinations dans la Vienne à l'EHPAD de Monts-sur-Guesnes après la détection d'un cluster dans l'établissement.

[#CriseSanitaire](#) [#Vaccinations](#)



7.

Arçay

Participation au conseil municipal, à l'invitation d'Alain NOE, Maire d'Arçay. [#Ecoute](#) [#Projets](#)

8.

Craon

Participation au conseil municipal, à l'invitation d'Evelyne VALENCON, Maire de Craon, avec Marie-Jeanne BELLAMY, Conseillère Départementale. [#Ecoute](#) [#Ecole](#)



9.

Entreprise Marot

Visite de l'entreprise MAROT, installée depuis 40 ans à Loudun avec Marie-Jeanne BELLAMY, Alexandra BAULIN-LUMINEAU et Joël DAZAS. [#DeveloppementEco](#)



11.

Châtelleraut

Visite du centre de vaccination sur le site hospitalier de Châtelleraut avec Jean-Pierre ABELIN, Maire de Châtelleraut et Anne-Florence BOURAT, Conseillère Départementale.

[#CriseSanitaire](#) [#Vaccinations](#)



15.

Dimanche en Politique

Participation à l'émission «Dimanche en politique» avec Jérôme VILLAIN. [#Politique](#) [#Territoire](#) [#Vaccination](#)



16.

Amberre

Echange avec Céline PLISSON, Maire d'Amberre et le conseil municipal. [#Ecoute](#) [#Projets](#)



23.

Chenevelles

Participation aux vœux de la municipalité de Chenevelles, retransmis en Facebooklive [#BONNEANNEE](#)

Février 2021

1.

Basses

Echange avec Monique VIVION, Maire de Basses, les conseillers municipaux, Marie-Jeanne BELLAMY et Joël DAZAS. [#Ecoute](#) [#CriseSanitaire](#) [#Numérique](#)



Mulay

Echange avec Pierre DURAND Maire de Mulay et le conseil municipal. [#Ecoute](#) [#Projets](#) [#Voirie](#) [#Ecole](#)

6.

La Chapelle-Moulière

Echange avec Kevin GOMEZ, Maire de la Chapelle-Moulière, les Conseillers Municipaux, Pascale GUITTET et Claude EIDELSTEIN, les Conseillers Départementaux du canton. [#Ecoute](#) [#FermeturedesClasses](#) [#Ecologie](#)



Saint-Julien-l'Ars

Echange avec Béatrice VANNESTE Maire de Saint-Julien-l'Ars, les Conseillers Municipaux et les Conseillers Départementaux. [#Ecoute](#) [#Ruralité](#) [#Mobilité](#) [#Numérique](#) [#AvenirTerritoire](#)



ET A VOTRE ECOUTE

11.

Bethines

Echange avec Yves JEANNEAU, Maire de Bethines et le conseil municipal. [#Ecoule](#) [#Numerique](#) [#PLUI](#) [#Ruralite](#) [#FermeturedeClasses](#)



13.

Nueil-sous-Faye

Echange avec François PEAN, Maire de Nueil-sous-Faye, les conseillers municipaux et Marie-Jeanne BELLAMY, Conseillère Départementale du canton. [#Ecoule](#) [#Vaccination](#) [#Numerique](#) [#Ruralite](#)



20.

Bournand

Echange avec Patricia CHAMPGINY, Maire de Bournand, plusieurs Conseillers Municipaux, Marie-Jeanne BELLAMY, Conseillère Départementale et Joël DAZAS, Président de la Communauté de communes. [#FermeturedeClasses](#) [#Ecoule](#) [#Numerique](#) [#PLUI](#) [#Commerces](#) [#Eolien](#)



Berthegeon

Echange avec Jean-Roch THIOLET, Maire de Berthegeon, le conseil municipal, Marie-Jeanne BELLAMY, Conseillère Départementale et Joël DAZAS, Président de la Communauté de communes. [#Aménagement](#) [#Ecoule](#) [#Projets](#) [#Ruralite](#)



22.

Paizay-le-Sec

Echange avec Jacques DE CREMIERS, Maire de Paizay-le-Sec et le conseil municipal. [#Ecoule](#) [#PLUI](#) [#Numerique](#) [#Voirie](#) [#Eolien](#)



La Puye

Participation au conseil municipal, à l'invitation de Gérard BENOIST, Maire de La Puye, accompagné de Marie-Renée DESROSES, Sénatrice Suppléante. [#Aménagement](#) [#Urbanisme](#) [#Ecoule](#) [#Projets](#)



25.

Accueil de Brigitte KLINKERT, Ministre déléguée en charge de l'Insertion.

Plaisir d'accueillir Brigitte KLINKERT dans la Vienne pour une matinée d'échanges autour de l'insertion, en présence de Chantal CASTELNOT, Préfète de la Vienne, Alain PICHON, Président du Conseil Départemental, Valérie DAUGE, Benoît COQUELET, Jean-Louis LEDEUX, Conseillers Départementaux. [#ParcoursEmploiCompétence](#)



Mazerolles

Présentation du Sénat devant les élèves de CM2 de l'école de Mazerolles, suivi d'une rencontre avec le conseil municipal, accompagné de Marie-Renée DESROSES, Sénatrice Suppléante. [#ParlementdesEnfants](#)



Le Vigean

Echange avec Pierre GOURMELON, Maire du Vigean et le conseil municipal. [#Ecoule](#) [#Circuit](#) [#ValdeVienneSensation](#) [#Soutien](#)



A VOTRE RENCONTRE

26.

Beuxes

Echange avec Robert MONERRIS, Maire de Beuxes, les Conseillers Municipaux, Marie-Jeanne BELLAMY, Conseillère Départementale et Joël DAZAS, Président de la Communauté de communes. [#AvenirTerritoire](#) [#Ecoute](#) [#Numérique](#) [#Eolien](#)



Orches

Echange avec Valérie LEAU, Maire d'Orches et le conseil municipal. [#Projets](#) [#Ruralité](#) [#Ecoute](#) [#AvenirTerritoire](#)



8.

Journée des droits des femmes

Echange avec les femmes élues (Maires et adjointes) du canton de Loudun autour de la thématique «La place de la femme en ruralité» [#Sensibilisation](#) [#DDF](#)



27.

Saint-Léger-de-Montbrillais

Echange avec Philippe BATTY, Maire de Saint-Léger-de-Montbrillais et les membres du conseil municipal. [#Ecoute](#) [#Santé](#) [#Attractivité](#) [#AvenirTerritoire](#)



4.

Brux

Participation au conseil municipal, à l'invitation de Frédéric TEXIER, Maire de Brux, avec mon collègue Yves BOULOUX, Sénateur de la Vienne. [#Ecoute](#) [#Projets](#) [#AvenirTerritoire](#) [#Eolien](#)



Lycée Guy Chauvet

Présentation du Sénat aux élèves d'une classe du lycée Guy Chauvet de Loudun. [#Education](#) [#Transmettre](#) [#Savoir](#)



Mars 2021

1.

Thuré

Echange avec Dominique CHAINE, Maire de Thuré et le conseil municipal. [#Ecoute](#) [#AvenirTerritoire](#) [#PLUI](#) [#Ruralité](#)



6.

Vaccination à l'hôpital de Loudun

Avec Chantal CASTELNOT, Préfète de la Vienne, Nicolas TURQUOIS, Député et Joël DAZAS, Maire de Loudun pour un point sur la vaccination dans le Loudunais. [#CriseSanitaire](#) [#Vaccination](#)



13.

Vouneuil-sous-Biard

Echange avec Jean-Charles AUZANNEAU, Maire de Vouneuil-sous-Biard et plusieurs Conseillers Municipaux. [#Ecoute](#) [#AvenirTerritoire](#) [#RôledesElus](#)



ET A VOTRE ECOUTE

15.

Dangé-Saint-Romain

Echange avec Nathalie MARQUES-NAULEAU, Maire de Dangé-Saint-Romain, le conseil municipal et Valérie DAUGE, Conseillère Départementale. [#Ecoule](#) [#Santé](#) [#FermeturedeClasses](#) [#Eolien](#) [#PLUI](#)



Carine MAMES, Maire de Dienné et Gilbert BEAUJANNEAU, Conseiller Départemental.

[#DéveloppementEco](#) [#Ruralité](#) [#AvenirTerritoire](#) [#TaxeHabitation](#)



Avril 2021

12.

RN147

Présent aux côtés de Claude LAFOND, Président de la Chambre de Commerces et de l'Industrie de la Vienne pour évoquer la modernisation indispensable de la RN147. [#Mobilisation](#) [#UrgenceàAgir](#)



23.

Chantier de l'Historial du Poitou

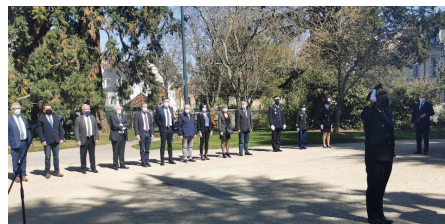
Visite du chantier de l'Historial du Poitou en présence d'Alain PICHON, Président du Département de la Vienne. [#Toursime](#) [#Histoire](#)



29.

Prise de fonction

Accueil de Christophe PECATE, nouveau Sous-Préfet de Châtelleraut. [#Etat](#) [#Parlementaire](#)



Dienné

Visite de l'entreprise Rev' Environnement de Philippe LARGEAU, suivie d'un échange avec le conseil municipal autour de

28.

Sorégies

Rencontre avec la direction de Sorégies pour évoquer les projets de loi du Sénat, accompagné de Yves BOULOUX, Sénateur de la Vienne, Marie-Renée DESROSES et Marie-Jeanne BELLAMY, Sénatrices Suppléantes. [#PJLClimat](#) [#PJL3DS](#)



Mai 2021

6.

Jaunay-Marigny

Aux côtés de Jérôme NEVEUX, pour l'ouverture du centre de vaccination à Jaunay-Marigny. [#CriseSanitaire](#) [#Vaccination](#)



8.

Commémoration du 8 mai

Comme chaque année, devant la stèle du Maquis de Scévilles et à Monts-sur-Guesnes [#Mémoire](#)



27.

Non à l'éolien

Présent au conseil communautaire, à l'occasion du vote pour un moratoire à l'installation des éoliennes dans le Pays Loudunais. 62 votes POUR le moratoire 1 CONTRE 1 BLANC.

[#Mobilisation](#) [#Eoliennes](#) [#ConcertationaveclesElusLocaux](#)

A VOTRE RENCONTRE

10.

Loudun

Echange avec les travailleurs sociaux de la Maison des Solidarités de Loudun, en présence d'Alain PICHON, Président du Département, Marie-Jeanne BELLAMY, Rose-Marie BERTAUD, Conseillères Départementales et Joël DAZAS, Maire de Loudun. [#AffairesSociales](#)



Roiffé

Visite de la coopérative du Lac avec Marie-Jeanne BELLAMY, Conseillère Départementale, Alain PICHON, Président du Département de la Vienne et Nicolas TURQUOIS, Député de la circonscription. [#DéveloppementEco](#)



28.

Non à l'éolien

Avec les Maires du Loudunais, à Ceaux-en-Loudun, pour dire «Non» à l'implantation massive des éoliennes.

[#ConcertationaveclesElusLocaux](#)



Juin 2021

5.

Vive le sport

A Poitiers, pour la clôture du meeting d'athlétisme.

[#ReprisesdesManifestations](#)



7.

Historial du Poitou

Point d'avancement sur le projet Historial du Poitou avec Alain BOURREAU, Maire de Monts-sur-Guesnes, Alain PICHON, Président du Département de la Vienne et Joël DAZAS, Président de la Communauté de communes du Pays Loudunais.

[#Tourisme](#) [#Chantier](#)



9.

Futuroscope

Présent à l'occasion de la réouverture du Futuroscope en compagnie de Thierry BRETON, Commissaire Européen et Marghe, gagnante de The Voice2021, Alain PICHON, Président du Département de la Vienne, Valérie DAUGE et Alain FOUCHE, Conseillers Départementaux.

[#Reprise](#) [#Tourisme](#) [#Attractivité](#)



20.

Elections régionales et départementales -1^{er} tour

[#AVoté](#) [#Démocratie](#)



21.

Non à l'éolien

Mobilisation avec des Maires de la Vienne, à Lathus-Saint-Remy pour dire «Non» à l'éolien à l'initiative d'Antoine SELOSSE et accompagné de Marie-Renée DESROSES et François BOCK, Conseillers Départementaux.

[#ConcertationaveclesElusLocaux](#)



25.

Ranton

Instant d'amitié avec mes collègues, Monique VIVION, Lysiane BERTON, Maryvonne MAILLARD et Isabelle FRANCOIS, Conseillères Communautaires du Pays Loudunais.

[#Ecoute](#) [#Proximité](#)



27.

Elections régionales et départementales -2^{ème} tour

#AVoté #Démocratie



Juillet 2021

1.

Election du Président du Conseil Départemental de la Vienne

Félicitations à mon collègue Alain PICHON, qui m'a succédé à la présidence du Département. Heureux d'avoir été désigné Président de la commission Culture et événementiel pour la mandature 2021-2028. #Engagement #Culture

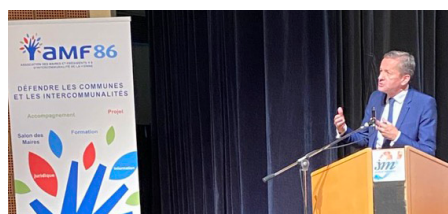


2.

Assemblée Générale des Maires de la Vienne

Présent aux côtés des Maires, comme chaque année depuis 2001. L'occasion de leur exprimer tout mon soutien et ma reconnaissance pour leur engagement.

#EluLocal #Proximité



Ateliers Raimbault

Plaisir de fêter les 40 ans des ateliers Raimbault, entreprise familiale implantée à Varennes. (Photo sans masque le temps de la photo)

#DéveloppementEco #Reprise



La Roche-Rigault

Inauguration du local des associations de La Roche-Rigault, en présence des élus locaux.

#Projet #Commune



3.

Thurageau

Inauguration de l'école Louise d'Auzay, femme du village au parcours singulier et exemplaire.

#Education



8.

Mouterre-Silly

Echange avec Alain ADHUMEAU, Maire de Mouterre-Silly et ses Conseillers Municipaux.

#Ecoute #Projets #RD347



14.

Fête Nationale à Chalais

Plaisir de décorer François FROGER et Jean-Marie BOZEC de la médaille d'Honneur communale, départementale et régionale de Vermeil pour 30 ans de mandat et Marcel BERTHONNEAU, de la médaille échelon or pour 55 ans de mandat.

#Merci #Engagement #Eluslocaux



27.

Lussac-les-Châteaux

Echange avec les Maires du canton de Lussac-les-Châteaux, accompagné de François BOCK et Marie-Renée DESROSES, Conseillers Départementaux du canton.

#Ecoute #AvenirTerritoire



ADRIERS • AMBERRE • ANCHE • ANGLES-SUR-L'ANGLIN • ANGLIERS • ANTIGNY • ANTRAN • ARCAY • ARCHIGNY • ASLONNES • ASNIERES-SUR-BLOUR • ASNOIS • AULNAY • AVAILLES-EN-CHATELLERAULT • AVAILLES-LIMOUZINE • AVANTON • AYRON • BASSES • BEAUMONT-SAINT-CYR • BELLEFONDS • BERRIE • BERTHEGON • BERUGES • BETHINES • BEUXES • BIARD • BIGNOUX • BLANZAY • BOIVRE-LA-VALLEE • BONNES • BONNEUIL-MATOURS • BOURESSE • BOURG-ARCHAMBAULT • BOURNAND • BRIGUEIL-LE-CHANTRE • BRION • BRUX • BUSSIERE • BUXEROLLES • BUXEUIL • CEAUX-EN-LOUDUN • CELLE-L'EVESSCAULT • CENON-SUR-VIENNE • CERNAY • CHABOURNAY • CHALAIS • CHALANDRAY • CHAMPAGNE-LE-SEC • CHAMPAGNE-SAINT-HILAIRE • CHAMPIGNY-EN-ROCHEREAU • CHAMPNIERS • CHAPELLE-BATON • CHAPELLE-MOULIERE • CHAPELLE-VIVIERS • CHARROUX • CHASSENEUIL-DU-POITOU • CHATAIN • CHÂTEAU-GARNIER • CHÂTEAU-LARCHER • CHATELLERAULT • CHAUNAY • LA CHAUSSE • CHAUVIGNY • CHENEVELLES • CHERVES • CHIRE-EN-MONTREUIL • CHOUPPES • CISSE • CIVAUX • CIVRAY • CLOUE • COLOMBIERS • COULOMBIERS • COULONGES-LES-HEROLLES • COUSSAY • COUSSAY-LES-BOIS • CRAON • CROUTELLE • CUHON • CURCAY-SUR-DIVE • CURZAY-SUR-VONNE • DANGE-SAINT-ROMAIN • DERCE • DIENNE • DISSAY • DOUSSAY • LA FERRIERE-AIROUX • FLEIX • FLEURE • FONTAINE-LE-COMTE • FROZES • GENCAY • GENOUILLE • GIZAY • GLENOUZE • GOUEX • LA GRIMAUDIERE • GUESNES • HAIMS • INGRANDES-SUR-VIENNE • L'ISLE-JOURDAIN • ITEUIL • JARDRES • JAUNAY-MARIGNY • JAZENEUIL • JOUHET • JOURNET • JOUSSE • LATHUS-SAINT-REMY • LATILLE • LAUTHIERS • LAVOUX • LEIGNE-LES-BOIS • LEIGNE-SUR-USSEAU • LEIGNES-SUR-FONTAINE • LENCLOITRE • LESIGNY • LEUGNY • LHOMMAIZE • LIGLET • LIGUGE • LINAZAY • LINIERS • LIZANT • LOUDUN • LUCHAPT • LUSIGNAN • LUSSAC-LES-CHÂTEAUX • MAGNE • MAILLE • MAIRE • MAISONNEUVE • MARCAY • MARIGNY-CHEMEREAU • MARNAY • MARTAIZE • MASSOGNES • MAULAY • MAUPREVOIR • MAZEROLLES • MAZEUIL • MESSEME • MIGNALOUX-BEAUVOIR • MIGNE-AUXANCES • MILLAC • MIREBEAU • MONCONTOUR • MONDION • MONTAMISE • MONTHOIRON • MONTMORILLON • MONTS-SUR-GUESNES • MORTON • MOULISMES • MOUSSAC-SUR-VIENNE • MOUTERRE-SILLY • MOUTERRE-SUR-BLOURDE • NAINTRE • NALLIERS • NERIGNAC • NEUVILLE-DE-POITOU • NIEUIL-L'ESPOIR • NOUAILLE-MAUPERTUIS • NUEIL-SOUS-FAYE • ORCHES • LES ORMES • OUZILLY • OYRE • PAYZAY-LE-SEC • PAYROUX • PERSAC • PINDRAY • PLAISANCE • PLEUMARTIN • POITIERS • PORT-DE-PILES • POUANCAY • POUANT • POUILLE • PRESSAC • PRINCAY • LA PUYE • QUEAUX • QUINCAY • RANTON • RASLAY • LA ROCHE-POSAY • LA ROCHE-RIGAULT • LES ROCHES-PREMARIE-ANDILLE • ROIFFE • ROMAGNE • ROUILLE • SAINT-BENOIT • SAINT-CHRISTOPHE • SAINT-CLAIR • SAINT-GAUDENT • SAINT-GENEST-D'AMBIERE • SAINT-GEORGES-LES-BAILLARGEAUX • SAINT-GERMAIN • SAINT-GERVAIS-LES-TROIS-CLOCHERS • SAINT-JEAN-DE-SAUVES • SAINT-JULIEN-L'ARS • SAINT-LAON • SAINT-LAURENT-DE-JOURDES • SAINT-LEGER-DE-MONTBRILLAIS • SANIT-LEOMER • SAINT-MACOUX • SAINT-MARTIN-L'ARS • SAINT-MARTIN-LA-PALLU • SAINT-MAURICE-LA-CLOUERE • SAINT-PIERRE-D'EXIDEUIL • SAINT-PIERRE-DE-MAILLE • SAINT-REMY-SUR-CREUSE • SAINT-ROMAIN-EN-CHARROUX • SAINT-SAUVANT • SAINT-SAVIN • SAINT-SAVIOL • SAINT-SECONDIN • SAINTE-RADEGONDE • SAIRES • SAIX • SAMMARCOLLES • SANXAY • SAULGE • SAVIGNE • SAVIGNY-L'EVESSCAULT • SAVIGNY-SOUS-FAYE • SCORBE-CLAIRVAUX • SENILLE-SAINT-SAUVEUR • SERIGNY • SEVRES-ANXAUMONT • SILLARS • SMARVES • SOMMIERES-DU-CLAIN • SOSSAIS • SURIN • TERCE • TERNAY • THOLLET • THURAGEAU • THURE • LA TRIMOUILLE • LES TROIS-MOUTIERS • USSEAU • USSON-DU-POITOU • VALDIVIENNE • VALENCE-EN-POITOU • VAUX-SUR-VIENNE • VELLECHES • VERNON • VERRIERES • VERRUE • VEZIERES • VICQ-SUR-GARTEMPE • LE VIGEANT • LA VILLEDIEU-DU-CLAIN • VILLEMORT • VILLIERS • VIVONNE • VOUILLE • VOULEME • VOULON • VOUNEUIL-SOUS-BIARD • VOUNEUIL-SUR-VIENNE • VOUZAILLES • YVERSAY.